

ERYTHRÉE: SITUATION ET PERSPECTIVES

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATION

Les observations et commentaires faits ci-dessous relèvent d'une visite privée et ils n'engagent que l'opinion du sous-signé. La méthodologie retenue se base sur le recoupement de quatre sources: a) d'abord la rencontre des ministres et autres représentants des Autorités (dont la liste figure en annexe), b) ensuite l'avis inverse de membres de la diaspora ayant quitté l'Erythrée pour vivre à l'étranger, c) l'opinion curieusement concordante entre eux des observateurs étrangers installés sur place (Corps diplomatique, Nations-Unies, CICR), et d) les observations directes que j'ai pu faire sur le terrain, tant en ville que dans les villages.

L'Erythrée, dont les Autorités sont encore très marquées par la guerre d'indépendance face à l'Ethiopie, a longtemps essayé de suivre son propre chemin, envers et contre tous. Les gens au pouvoir ont essayé, semble-t-il de façon honnête et sans chercher à s'enrichir à titre personnel, de mettre en place chez eux un système à la fois égalitaire et totalitaire. Ils considéraient tant la défense nationale que le développement du pays comme étant l'affaire de tous les citoyens, sans ingérence étrangère. Or, à force de se replier sur elle-même, l'économie est devenue exsangue, jusqu'à aboutir à une sorte de cul-de-sac. Le régime s'est d'un côté caractérisé par une sincérité dans sa volonté d'agir en fonction du bien commun et de l'autre par une forte répression face aux ennemis du régime. Une véritable opposition n'était pas tolérée dans le pays, pas plus qu'il n'existait de Constitution en vigueur, ni de Parlement, ni de presse indépendante. Bref, le processus démocratique en était presque au point zéro, sauf au niveau des assemblées communales et sub-régionales. Dans cet environnement en vase clos, l'arbitraire régnait souvent en maître. Une bonne illustration de ceci était la durée du Service National, qui devait en principe ne pas aller au-delà de 18 mois, mais qui pouvait en fait s'éterniser parfois jusqu'à vingt ans, sans critères précis.

Tout ceci a poussé une bonne partie des jeunes à s'expatrier, essentiellement par manque d'opportunités locales. Car la génération montante ne partage plus tout-à-fait le feu sacré et l'idéal révolutionnaire

de leurs parents; et elle ne comprend pas pourquoi consentir à tant de sacrifices, alors que le monde extérieur semble plein d'opportunités bien meilleures. Ces "déserteurs" et autres candidats à l'exil sont-ils des réfugiés politiques ou économiques? Difficile à le dire avec précision. Ce que j'ai pu observer me pousse à penser qu'il s'agit essentiellement de réfugiés économiques en quête d'un monde meilleur. Faute de perspectives sur place, ils s'en sont allés avec l'espoir de trouver à l'étranger une activité mieux rémunérée et d'en faire profiter leur famille restée au pays. Toutefois, dans leur décision de prendre le risque de partir, il y a parfois aussi d'autres considérations, dont celle de s'échapper d'un système totalitaire et archaïque, dans lequel ils considèrent ne pas pouvoir s'épanouir. Nos lois occidentales sur l'asile font une distinction théoriquement claire entre migrants économiques et réfugiés politiques, mais cela ne correspond plus tout-à fait à la réalité telle qu'elle existe sur le terrain, notamment dans le cas de l'Érythrée.

Le fait le plus marquant observé au cours de cette visite consiste en un changement d'inflexion, ainsi que la volonté d'ouverture et d'évolution manifestée par le Gouvernement. Certes, tout cela est encore fragile et les Autorités d'Asmara ont une profonde méfiance à l'égard de la communauté internationale. N'empêche qu'elles viennent de permettre vendredi dernier, pour la première fois en huit ans, à un groupe d'experts des Nations-Unies de visiter une prison, celle de Sunder. Et la venue à Asmara de délégations étrangères va en s'accéléralant: Allemands, Scandinaves, Britanniques, Suisses, etc... Les Érythréens disent vouloir permettre à la communauté internationale de se faire sur place une opinion de ce qui s'y passe. Malgré leurs craintes et réticences, les Érythréens sont prêts à s'ouvrir. A nous de saisir cette opportunité pour essayer de faire évoluer les choses dans le bon sens. Toutefois attention: les Érythréens sont assez susceptibles et - à tort ou à raison - convaincus de leur bon droit. Ils détestent se sentir contraints. Il s'agira donc pour commencer de permettre le rétablissement d'une certaine confiance mutuelle.

Cela impliquera d'abord des signes symboliques: réchauffement des relations diplomatiques, peut-être un jour levée des sanctions, avec une intensification des programmes de coopération au développement. Probablement l'ouverture économique du pays doit-elle se faire graduellement, pour éviter de trop de dégâts initiaux. Car après tant

d'années d'un régime archaïque, le pays n'est pas préparé pour une mutation rapide; mais il est important de commencer sans trop attendre.

Quant au retour des migrants, cela semble possible. Le Gouvernement dit qu'ils ne seraient pas inquiétés; mais comme souvent, il s'agit-là de déclarations verbales, pour l'instant sans confirmation écrite ni mécanisme de vérification. Il faudrait donc le mettre en place. Le plus simple serait de parvenir à convaincre les migrants de rentrer chez eux sur une base volontaire, par exemple en leur offrant un petit pécule favorisant leur réinsertion. Quant aux rapatriements sous contrainte, il requièrent un accord entre le pays de renvoi et celui de réception; mais l'Erythrée est précisément en train de négocier un tel cas avec la Grande-Bretagne. Cela pourrait faire effet de jurisprudence.

En ce qui concerne le cas plus spécifique de la Suisse, il serait recommandable qu'elle envoie une délégation parlementaire officielle pour faire suite à la visite privée qui vient d'avoir lieu, en vue d'approfondir les sujets abordés. Elle serait aussi avisée d'intensifier sa présence diplomatique sur place (au niveau d'une ambassade permanente ou non) et peut-être d'offrir ses services en matière de bons offices pour aider à résorber le différent entre l'Éthiopie et l'Erythrée. Elle pourrait discrètement appuyer la proposition de permettre au CICR de renouer avec sa mission de visite dans les lieux de détention. Parallèlement, elle devrait intensifier ses programmes de coopération au développement en Érythrée, soit sous forme directe (en cas de masse critique suffisante), soit au travers du bureau local des Nations-Unies. Et elle pourrait négocier les conditions d'un retour volontaire (et peut-être sous contrainte) des migrants économiques, en s'assurant que rien de fâcheux ne leur arrive, par exemple par la présence d'observateurs neutres assurant sur place la suivi de dossiers de réinsertion.

Claude Béglé
Conseiller national

A. Situation géostratégique: une poudrière

L'Erythrée se situe aux confins de deux zones particulièrement instables: la Corne de l'Afrique (proche du Corridor Égypte-Soudan-Ethiopie-Somalie) et la péninsule arabique.

La situation est très tendue entre l'Erythrée et l'Ethiopie, la première ayant fait partie intégrante de la seconde. D'ailleurs, de réelles similitudes culturelles existent entre l'ancienne Abyssinie et sa province septentrionale (l'Erythre), qui constituait son seul accès à la mer. A l'époque coloniale, les Italiens ont fait de ce qui est devenu l'Erythrée l'épicentre de leurs rêves de conquête en Afrique orientale. Et c'est aussi d'Érythrée que Mussolini est parti à la conquête de l'Ethiopie.

En 1950, l'Érythre est rattachée à l'Éthiopie; mais en 1960 des opposants au Négus réclament à nouveau son autonomie. En 1993, les Érythréens se prononcent à plus de 90% par referendum pour l'indépendance. Leur pays devient ainsi le 52 eme Etat africain. En 1998, la guerre éclate en raison d'un différent de frontière; et l'armée érythréenne pénètre sur sol éthiopien. En l'an 2.000, l'armée éthiopienne contre-attaque et occupe à son tour une partie du territoire érythréen. Ces deux guerres particulièrement sanglantes entre l'Ethiopie et l'Erythre marquent les esprits jusqu'à ce jour. Au terme du second conflit, une ligne de démarcation a été fixée par les Nations-Unies. Cependant, l'Éthiopie continue de ne pas reconnaître le tracé de cette frontière. D'où un curieux état de "ni guerre, ni paix".

Des tensions ont aussi eu lieu avec d'autres pays voisins, ayant notamment entraîné de brèves guerres avec Djibouti, ainsi qu'avec le Yémen. Tout récemment, l'Erythrée a ouvert une de sa base navale d'Assab à l'Arabie Séoudite, soutenant ainsi les frappes de celle-ci contre le Yémen.

Au plan intérieur, le pays est une vraie mosaïque, avec tous les facteurs d'instabilité que cela implique. Il ne compte pas moins de neuf ethnies, assez différentes les unes des autres. Un peu plus de la moitié des trois millions et demi d'habitants que compte le pays sont Chrétiens (orthodoxes et catholiques) et un peu moins de la moitié Musulmans (exclusivement sunnites).

B. Un pays replié sur lui-même

Cette histoire particulière d'un petit pays marqué par son combat pour l'indépendance, avec un conflit frontalier encore non-résolu avec son grand voisin du Sud, a eu pour conséquence un repli sur soi et une méfiance tenace face à l'étranger.

L'Érythrée a choisi de suivre sa propre voie, un peu envers et contre tous. Les membres du Gouvernement actuel sont presque tous issus de ces combattants patriotes qui se sont battus pour l'indépendance de leur pays. Et cela les a marqués. Ils se sentent incompris et sont blessés par le fait que l'opinion internationale, qui était moins favorable à l'Éthiopie du temps où celle-ci jouissait d'un fort appui soviétique, se soit retournée contre l'Érythrée. Elle semble aujourd'hui fortement influencée par cette même Éthiopie, actuellement bien plus proche des États-Unis.

L'équipe au pouvoir a essayé de mettre en place un État correspondant à sa vision du monde et à son idéal. Il devait s'agir d'une société collectiviste, aussi égalitaire que possible. L'égalité des chances pour chacun est un point cardinal, d'où l'accès presque gratuit pour tous à l'éducation et à la santé. L'écart des rémunérations dans le secteur public ne dépasse pas un ratio de 1:8. Le Président lui-même se fait un point d'honneur d'aller travailler de temps en temps sur un chantier, pour donner l'exemple. En tout cas est-ce ce qui se dit. Son style de vie semble assez frugal, sans bling-bling. Autre fait marquant: de sources diplomatiques concordantes, il semble que l'équipe au pouvoir soit intègre. Ils ne soutirent pas une partie de l'argent public pour leur compte personnel ou en le plaçant directement à l'étranger.

L'État est comme tout puissant, avec quasiment pas de contre-pouvoirs. Cela se ressent dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la sécurité nationale ou de l'économie par exemple. Faute d'ouverture ou du fonctionnement des règles habituelles du marché, le pays a vécu -à quelques exceptions près - en autarcie. Il se voulait auto-suffisant, avec des mécanismes interventionnistes pour en compenser les manques. Malgré un bon niveau de ressources, l'économie est devenue exsangue et de moins en moins concurrentielle. L'imposition d'un taux de change artificiel a notamment entraîné le développement malsain d'une économie parallèle, basée sur la contrebande.

Un élément essentiel pour comprendre la situation actuelle de l'Érythrée est que l'équipe en place se sent dans "son bon droit", s'enfermant un peu dans la conviction d'avoir fondamentalement raison. La notion de sa propre souveraineté est essentielle. Il lui semble par conséquent justifié de suivre sa propre ligne, quelque en soit l'acceptation ou non par le monde extérieur.

C'est ainsi que l'Érythrée a expulsé presque toutes les ONG du pays et qu'elle est depuis 2006 sous le coup de sanctions décidées par les Nations-Unies. Ces sanctions n'ont, de l'avis des experts, pas un grand impact sur la morosité de l'économie; mais elles ont un fort impact psychologique. Les Autorités en sont conscientes, mais elles ont peu fait jusqu'à présent pour améliorer l'image de leur pays à l'étranger. Il est possible que cela commence, avec l'invitation faite à certains journalistes et à des délégations étrangères; mais cela est tout récent et encore assez fragile.

Au lieu de pousser les Autorités érythréennes à venir à une table de négociation et à faire des concessions, les pressions internationales ont plutôt pour conséquence de faire effet inverse. Le pays se replie sur ce qu'il considère comme son bon droit. Il ne veut pas que la communauté internationale lui impose quoi que ce soit. Il semble prêt à mettre de l'eau dans son vin; mais pour ce faire, il faut que l'initiative vienne de lui-même.

C. Un régime dictatorial

L'imbroglio complexe et fragile dans lequel se trouve le pays aurait pu entraîner à plusieurs reprises une implosion de l'Erythrée. Or, tel n'a pas été le cas. Phénomène assez remarquable, ce pays constitue actuellement un îlot de stabilité dans une zone plutôt tourmentée. Et chose assez curieuse pour être relevée, on n'y ressent pas de tensions entre communautés chrétiennes et musulmanes. Il est vrai qu'à part les quatre religions officielles (Églises orthodoxe, catholique, luthérienne et Islam sunnite), les courants religieux minoritaires y sont proscrits, parce que perçus comme foyers d'agitation potentiels: Chiites, Adventistes et Témoins de Jéhovah risquent la prison s'ils se réunissent pour célébrer leur culte. Il est aussi vrai que des foyers musulmans intégristes ont

essayé de prendre souche dans les terres basses, mais qu'ils en ont été éradiqués. Ce calme relatif et presque inattendu compte tenu des circonstances tient probablement en partie au fait que le pays ait été dirigé d'une main de fer par un régime autocratique et même dictatorial.

Il semble qu'au début - juste après la guerre d'indépendance - ceci ait été assez largement admis par la population. D'ailleurs, une bonne partie de l'Afrique et du Moyen-Orient fonctionnent différemment que sous nos latitudes. Les conditions permettant l'éclosion d'une démocratie telle que nous la connaissons sont rarement remplies. Il y prévaut souvent des systèmes bien plus autoritaires que chez nous. Et en cela l'Erythrée - en tout cas au début - ne constitue pas un cas unique. Il a fallu coordonner l'effort de guerre, puis de reconstruction nationale. D'où la nécessité d'un pouvoir fort.

D. A partir de quel moment cela devient-il insupportable? **Comment revenir en arrière?**

L'ennui, c'est que le régime autoritaire en place à Asmara semble avoir fortement dérivé et s'être transformé au fil des ans en un régime dictatorial pur jus. Il n'y a pas de contre-pouvoir à celui - tout-puissant - du Président Issayas Afeworki et du cercle qui l'entoure. Pas de vrai Parlement, pas de parti autre que le sien, pas d'opposition, pas même de tribunaux dignes de ce nom. On navigue en plein arbitraire.

La Constitution de 1998 a été suspendue sine die. Le Ministre des Affaires Étrangères nous a expliqué que mieux vaut se concentrer sur la diffusion des lois actuelles au sein de la population (celles-ci ressemblant davantage à des décrets, puisqu'il n'a pas de Parlement) plutôt que de songer à ce que signifierait une éventuelle Constitution.

Même le nouveau Code Civil produit par les Autorités - et dont elles sont fières - peut le plus souvent s'interpréter de plusieurs manières, en fonction du bon vouloir de celui qui rend la "justice".

Et bien sûr, il n'y a pas davantage de liberté de la presse. En revanche, les nouvelles du monde externes arrivent par internet et par la télévision-satellite.

S'il paraît hautement probable qu'il y ait eu des abus, il semble aussi que les choses soient en train de s'améliorer. On peut observer d'assez nombreux signes d'ouverture, même s'il ne sont pas encore suffisamment suivis d'actions concrètes, preuves à l'appui. Il manque encore des accords écrits et contraignants

Cela étant, plusieurs journalistes étrangers ont été invités (dont des Suisses, des Allemands et la BBC); et de nombreuses délégations officielles se sont rendues ces dernières semaines à Asmara, venues des Nations-Unies (y compris Droits de l'Homme), d'Union Européenne (aide économique de 200 millions €), d'Allemagne (Ministre de la Coopération), de Grande-Bretagne et d'Israël (conditions de retour des migrants), de Norvège, Suède, Finlande, etc...

E. L'épineuse question des Droits de l'Homme

Il semble, de l'avis concordant de nombreux témoins, qu'il se soit produit fréquemment des arrestations sans ordre formel d'inculpation et que ces détentions préventives aient pu durer soit quelques jours, soit des années, sans qu'on sache vraiment de quoi il en retournait. Le cas le plus flagrant est celui du G15, des gens jadis proches du pouvoir, arrêtés car ils demandaient davantage de démocratie. Certains prévenus ont disparu de la circulation depuis longtemps sans qu'on ait de nouvelles d'eux. Probablement ne sont-ils pas nombreux, mais il est difficile d'en évaluer le nombre exact. Il est estimé que la population carcérale totale (essentiellement des prisonniers civils) se situe dans une fourchette large entre 2.000 à 10.000 personnes. Le problème principal ne concernerait pas tant les prisons elles-mêmes que les lieux de détention hors-système, notamment les "spécial courts" et les cellules d'investigation de la police. On ne peut pas en dire davantage, car on ne sait pas.

Plusieurs instances internationales, comme le Human Right Council (Report of the Special Rapporteur on the situation oh Human rights in

Eritrea) / Commission of Investigation (COI), ainsi que des ONG comme Amnesty International, ont produit des rapports accablants contre le régime en place. Elles ont dénoncé de nombreuses exactions. Très probablement y a-t-il dans une bonne mesure un fondement à tout cela. Il est vrai cependant que d'autres experts doutent un peu de la pertinence de la méthodologie retenue. Il paraît qu'il y aurait dans le rapport de la COI un peu de copié-collé provenant de rapports antérieurs. A quoi s'ajoute le fait que d'avoir des détenus politiques n'est pas l'apanage de l'Érythrée, car on retrouve cela ailleurs en Afrique et aussi dans d'autres régions du monde. Il ne nous appartient nullement d'avoir un avis sur cette question. La seule chose qui est certaine, c'est qu'on ne sait pas de quoi il en retourne vraiment.

Quoi qu'il ait pu se passer et quoi qu'il en soit actuellement, on a l'impression que le Gouvernement tente d'assouplir certaines des règles et d'en moderniser d'autres.

Il est particulièrement significatif de relever que lors de sa troisième mission annuelle, la mission de **secrétariat UPR des Nations-Unies a pu visiter vendredi dernier une prison**, celle de Sunder, ce qui constitue une grande première depuis huit ans.

F. L'Erythrée n'est pas la Corée du Nord

La comparaison avec la Corée du Nord est excessive. Certes, il y a en Érythrée un déficit de démocratie et d'Etat de droit. Cela étant, ce que nous avons pu observer n'a rien d'effrayant. On nous avait prédit un système fortement répressif et totalement contrôlé, une sorte de prison à ciel ouvert. Or, chacun des membres de notre délégation peut en attester: nous avons pu circuler librement et sans "ange gardien" à travers les rues d'Asmara, en parlant sans témoin avec la population. Nous avons aussi pu sortir de la capitale et visiter différentes provinces, avec là encore un niveau satisfaisant d'autonomie. Certaines des personnes rencontrées nous ont même surpris de par le sans-gène de leurs propos. En revanche, on nous a refusé l'accès à plusieurs sites. Il en est allé de même avec une assemblée villageoise à laquelle

participaient des représentants de l'Armée du Peuple; mais nous avons été les bienvenus dans une autre.

Au niveau gouvernemental, j'ai cru percevoir des tons parfois différents entre certains ministres défenseurs de l'officialité et ceux chargés des ministères techniques. Parmi les premiers, on peut remarquer une hargne assez tenace à l'encontre de l'Ethiopie et de leurs alliés (les États-Unis), un sentiment d'avoir été mal compris, voire une frustration de se retrouver au ban des nations. Un de nos interlocuteurs nous a même dit que son pays n'avait "commis aucune erreur", tout le poids de la faute revenant aux autres. Il est arrivé à certains de nos interlocuteurs de critiquer directement la Suisse, perçue comme partielle et plus influencée que d'autres pays par les activistes de la diaspora. En revanche, les visites que nous avons pu faire à la Ministre de la Santé ou celui de l'Education par exemple nous ont permis de rencontrer des professionnels entièrement dévoués à leur cause, au développement de leur pays et au bien-être de sa population.

Quant à celle-ci, elle est profondément sympathique. C'est un peuple accueillant, peu porté aux extrêmes, probablement devenu "docile" par la force des choses. En Érythrée, la sécurité est bien meilleure que dans la plupart des autres pays d'Afrique. On y croise aussi moins de mendiants, malgré l'extrême pauvreté du pays, et la situation des femmes y est meilleure que dans la plupart des autres régions d'Afrique (car elles ont gagné le respect des hommes, aux côtés desquels elles ont combattu). Finalement, la corruption n'est pas pire qu'ailleurs, mais plutôt moindre.

G. Le Service National

Beaucoup de confusion semble graviter autour de cette question, qui paraît être à l'origine de bien des vocations à l'exil. Au départ, il s'agissait d'appeler les jeunes sous les drapeaux, comme le font bien d'autres pays. Cela a particulièrement été le cas lors de la première guerre avec l'Ethiopie. Puis l'Erythrée a libéré la plupart des jeunes concernés, une fois la guerre finie. Par contre, elle les a remobilisés lors du deuxième conflit armé entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

La question qui dérange est celle de la durée du Service National. En principe, les jeunes terminant leur scolarité secondaire doivent tous se rendre pour une année à Sawa, après quoi commence une période de six mois d'entraînement militaire et de douze mois de déploiement. Les autres jeunes, ayant quitté l'école plus tôt, sont astreints à l'obligation de servir pour une période équivalente. Mais compte tenu de la situation si particulière de "ni guerre, ni paix", l'obligation maximale de servir a été augmentée, selon les cas, jusqu'à l'âge de cinquante ans. Une fois encore, tous les cas de figure ont pu se présenter, sans que soit énoncée une règle explicite. L'arbitraire était de mise.

À cette obligation spécifiquement militaire s'ajoute un volet de service civil. Là encore, l'idée de base est tout-à-fait respectable: aider à la reconstruction du pays et à son développement. Les jeunes - hommes et femmes - peuvent ainsi être affectés soit à des tâches de défense nationale, soit à des tâches civiles (construction, administration, santé publique, éducation, restauration, etc...) , soit à l'une puis à l'autre. Pour tout compliquer, ces allocations se sont souvent faites là encore sur une base parfois arbitraire et pour une période non clairement déterminée.

Or, comme de surcroît cela était mal payé, de nombreux jeunes avaient l'impression de ne pas avoir de perspectives et de pouvoir construire un avenir à leur façon. Donc ils préféraient quitter le Service National pour aller tenter leur chance ailleurs. Mais cela faisait d'eux des "déserteurs".

H, Des niveaux de salaires à revoir

Il est difficile de se faire une idée précise des niveaux réels de rémunération des uns et des autres. Ce qui est sûr, c'est que dans l'absolu, ils ne sont pas élevés.

De nombreuses personnes rencontrées ont exprimé qu'un des principaux problèmes de la population venait du faible niveau de salaire dans le secteur public, notamment durant le Service National. Les personnes astreintes à celui-ci ne gagnaient que 500 Nakfa par mois (à savoir environ 36 CHF). Or, il était difficile de vivre avec un tel salaire. Pour y remédier, le Gouvernement a annoncé son intention d'augmenter

à partir de début 2016 cette rémunération à 2.000 Nakfa pour tout-le-monde; et même à 2.500 Nakfa pour les universitaires. Il reste à vérifier dans quelle mesure cela se concrétisera de façon effective.

Il n'y a pas que les personnes astreintes au Service National dont le niveau de rémunération est insuffisant. L'ensemble du secteur public est caractérisé par un faible niveau de rémunération. Il est difficile d'obtenir des chiffres précis, car la situation est en train d'évoluer. Il semble cependant que les chiffres suivant correspondent à la réalité d'aujourd'hui.

- Officier de l'Armée: 2.900 Nakfa
- Teacher: 3.500 Nakfa
- Universitaire: 4.000 Nakfa
- Chauffeur poids lourd
(Mine Bisha): 6.000 Nakfa

Le système officiel érythréen prône une certaine égalité salariale, avec un écart limité à 1:8 entre les salaires les plus élevés et les plus bas. Il paraît d'ailleurs que le Président lui-même se fait un point d'honneur d'aller travailler de temps en temps sur un chantier de construction. Tout cela est à prendre bien sûr avec une certaine relativité. Par exemple, le Conseiller du Président nous a déclaré que son propre niveau de rémunération était de 2.500 Nakfa par mois. A quoi doivent s'ajouter toute une série de bénéfices en nature: logement de fonction, voiture de fonction, etc...

I. Une économie duale

Si ce système ultra-régulé est bel et bien en vigueur dans le secteur public, ce n'est pas le cas du secteur privé. Il est ainsi fréquent que les gens aient deux, voire trois sources de revenus complémentaires. Par exemple, de nombreux médecins travaillent le matin à l'hôpital public et y gagnent 2.500 Nakfa par mois; mais qu'ils puissent se faire l'après-midi entre 15.000 et 40.000 Nakfa supplémentaires. De même, certains travailleurs spécialisés, mais n'ayant pas fait d'études, peuvent demander à titre privé jusqu'à 800 Nakfa par jour. Bref, on peut trouver dans cette phase de transition un peu tout et n'importe quoi, sans logique sub-jacente.

L'économie érythréenne se trouve à un tournant. Le pays s'étant longtemps refermé sûr lui-même, il survivait largement en quasi-autarcie, avec toutes les contraintes et dérives que cela a pu engendrer. Ce système archaïque et déconnecté du reste du monde est à bout de souffle.

Par chance pour l'Erythrée existe depuis quelques années le secteur minier, promis à un bel essor. La mine de Bisha produisant de l'or, du cuivre et du zinc est gérée par un consortium canado-érythréen. Une deuxième mine du même type a suivi, en partenariat avec les Chinois, de plus en plus présents. L'Érythrée exploite aussi des mines de potasse à Kalkali. En tout, le pays compte sept mines. C'est une précieuse source de devises, dont le pays a cruellement besoin. L'Etat s'arroge 10% des parts, plus la possibilité d'en acquérir d'autres, jusqu'à hauteur de 40%.

Une autre source de devises est la mise à disposition des Séoudiens de la base navale d'Assab, qui doit rapporter gros. Il existe aussi un potentiel intéressant dans le domaine de la pêche et même de l'agriculture. Différentes fabriques produisent localement des biens de première nécessité. J'ai d'ailleurs pu visiter une fabrique de conditionnement de médicaments, qui m'a surpris en bien.

Cette économie basée sur des principes socialistes met l'accent sur le fait que l'éducation et la santé sont pratiquement gratuites. L'infrastructure routière en assez bon état. Le budget militaire absorbe, semble-t-il, un tiers des ressources budgétaires du pays.

Comment dès lors nouer les deux bouts? L'Etat compte sur le 40% des parts qu'il détient dans les entreprises minières; mais comment financera-t-il les augmentations substantielles de salaires annoncées? Quant aux familles, elles comptent beaucoup sur les compléments de revenus que peuvent leur envoyer les Érythréens de la diaspora.

Un des principaux problèmes est celui du taux de change, celui-ci étant fixé à des années-lumières de la réalité du marché. Cela a entraîné un important marché noir, la différence de taux de change ayant atteint un facteur de 1 à 4. Le gouvernement a réagi en début de cette année en imprimant de nouveaux billets et en limitant le change possible sur les anciens comptes à 5.000 Nakfa, ce qui représente un montant très

faible. Et depuis cette semaine, le fait de changer de l'argent au noir est devenu un acte criminel. On le voit - et cela est symptomatique de la façon de procéder dans ce pays -, au lieu de libéraliser l'économie, on préfère introduire de nouvelles mesures de contraintes.

L'Erythree fait un peu penser à l'Europe de l'Est ou à Cuba juste avant que ces pays ne s'ouvrent au monde extérieur. Elle se voit contrainte de le faire, mais cherche encore la meilleure manière d'y parvenir sans prendre des risques inconsidérés.

J. Cruel manque de perspectives pour les jeunes

Comme indiqué ci-dessus, de nombreux jeunes astreints au Service National ont préféré quitter celui-ci pour tenter leur chance ailleurs. Cependant, comme ils étaient considérés comme des "déserteurs", s'ils étaient repris, ils risquaient la prison, puis d'être renvoyés au Service National pour une période indéterminée. C'est pourquoi bon nombre de ces "déserteurs" préféreraient quitter le pays. Il fut un temps où cela était très risqué, car les gardes frontières avaient pour mission de les en empêcher, quitte à recourir à la force. Il arrivait aussi qu'on s'entende à leur famille restée sur place. Néanmoins, beaucoup s'en allaient quand même, surtout par manque de perspectives locales et aussi pour subvenir aux besoins des membres de la famille restés au pays.

K. Difficile distinction entre réfugiés et migrants économiques

Cela fait que la motivation principale des candidat à l'exode est avant tout économique, même si ceux qui fuient le Service National sont considérés comme des déserteurs. C'est avant tout le manque de perspectives locales qui les pousse à aller tenter leur chance ailleurs. D'ailleurs, il est assez souvent que des demandeurs d'asile qu'on a ramené chez eux repartent peu après, à nouveau en quête d'un monde meilleur.

On entend dire que, parmi les jeunes, s'il y a actuellement moins de répression, il y a en revanche plus de frustration, d'où le besoin d'aller voir ailleurs.

Ce n'est toutefois pas la seule motivation. Le côté répressif du régime joue aussi un rôle. Ou alors certains ont besoin, même sans être physiquement persécutés, de fuir le système totalitaire prévalant dans le pays et l'arbitraire auquel tout un chacun peut se trouver confronté. Et si la majorité de la population a accepté de plier l'échine et d'accepter le régime avec tout ce qu'il lui apporte (santé et éducation presque gratuites, etc...), mais aussi les contraintes que cela implique, ce n'est pas le cas de nombreux jeunes.

D'où cette situation ambiguë: ceux qui fuient le pays sont surtout des migrants économiques, mais aussi parfois - dans une moindre mesure - des réfugiés politiques.

L, Filières de l'exil

Lorsque les jeunes quittent le pays, il leur faut un visa de sortie, chaque Érythréen ayant en principe une carte d'identité. Or, ce visa ne s'obtient pas à tous les coups. Là aussi, un certain arbitraire règne. La situation est encore plus compliquée quand il s'agit de "déserteurs" du Service National.

Pour ceux qui quittent légalement le pays, il n'y a bien sûr aucun problème, si ce n'est celui de financer leur voyage et de savoir où aller. Pour les autres, la situation est plus compliquée. Il leur faut tout d'abord parvenir à franchir la frontière, soit seuls, soit de préférence avec l'aide de passeurs. Car les gardes-frontière ont la mission d'interdire le passage à tous ceux dont les papiers ne sont pas en ordre. Jadis ils avaient tendance à tirer sur les récalcitrants. Aujourd'hui la situation semble s'être beaucoup assouplie. On n'a pas beaucoup entendu de problèmes récents concernant ceux qui quittent l'Erythrée en direction de l'Éthiopie les garde-frontières n'ouvrant pas le feu. Les choses peuvent être plus compliquées à la frontière avec le Soudan, car les passeurs utilisent parfois des véhicules circulant à grande vitesse et armés, ce qui entraîne parfois des échanges de tirs entre eux et les forces de l'ordre.

Une fois de l'autre côté de la frontière, les gens ayant fui l'Erythrée se retrouvent souvent dans des camps de réfugiés. Là leur mode

d'existence peut s'avérer aléatoire. Certains de ces camps sont bien organisés, d'autres tenus par des gens sous-payés et qui essaient de soustraire ce qu'ils peuvent aux réfugiés de passage.

La route des réfugiés peut suivre deux itinéraires principaux. Dans le premier cas, les réfugiés prendront la direction d'Adis Abeba, et de là celle de l'Ouganda, du Rwanda, du Kenya ou de l'Afrique du Sud, en vue de trouver où refaire leur vie ailleurs en Afrique, en sécurité et dans de meilleures conditions économiques. Il y a d'ailleurs des colonies érythréennes prospères au Sud-Soudan et en Ouganda.

L'autre a comme destination finale l'Europe, les États-Unis (et parfois Israël ou l'Arabie Séoudite). Il s'agira dans ce cas de commencer par rejoindre Khartoum. Il existe notamment là-bas la possibilité pour des Érythréens de se présenter à l'Ambassade suisse et d'y soumettre leur demande d'asile politique. En cas d'acceptation, les choses s'avéreront relativement aisées.

En revanche, pour d'autres migrants, il s'agira d'essayer de rejoindre les rives de la Méditerranée, par exemple en passant par la Lybie. Et sur ce tronçon, les embûches peuvent s'avérer nombreuses. Des filières se sont constituées, qui fleurissent simultanément grâce aux trafics de contrebande et sur le dos des migrants. Le plus souvent, il s'agira d'essayer de rejoindre l'Italie. Il est fréquent que les passeurs demandent des sommes exorbitantes. Le voyage entre l'Érythrée et l'Europe coûte entre 3.500 eu 30.000 US \$. Cela signifie que les migrants vont devoir délier leurs bourses à plusieurs occasions, jusqu'à se retrouver parfois sans le sou. Et que pour financer leur voyage, il va souvent leur falloir travailler pendant de longs mois, voire dans certains cas se prostituer ou faire des sacrifices tels que la vente d'un de leurs organes pour financer leur passage. Ce sont-là bien sûr des cas extrêmes, mais ils existent. C'est pourquoi la communauté internationale se penche actuellement sur le Processus de Khartoum (filière d'Afrique orientale) et celui de Rabat (filière occidentale), le tout étant intégré dans les discussions de la Valette, pour essayer de lutter contre cette nouvelle forme très rentable de criminalité.

La suite est bien connue: traversée de la Méditerranée, parfois sur des embarcations de fortune, avec risque de naufrage. Et pour ceux qui y parviennent, arrivée à Lampedusa ou ailleurs au Sud de l'Italie. Puis

tentative de s'implanter en Europe, avec tous les aléas que cela représente.

Toutefois, il arrive que les choses tournent bien, d'où l'énorme attractivité qu'exerce l'Europe sur les migrants en provenance d'Afrique. Et en cela, le fait qu'on soit prêt de leur accorder à priori le statut de réfugiés compte beaucoup, comme un appel d'air. Une fois arrivés sur notre continent, les migrants seront pris en charge par le processus Dublin / Schengen. Pour leur part, ils auront tendance à privilégier les pays où ils ont des filières, la Suisse notamment.

M. Retour des migrants

Étant donné que la plupart des migrants en provenance d'Erythrée et qui finissent par aboutir chez nous sont davantage des gens en quête de meilleures perspectives économiques que des vrais réfugiés, il pourrait être envisageable de les inciter à repartir chez eux, dans des conditions à définir.

Çe n'est d'ailleurs bien sûr pas seulement le cas de la Suisse. Israël a déjà procédé au rapatriement volontaire d'Erythréens en leur offrant à chacun 3.500 US \$ pour les aider à reprendre pied dans leur pays. Nous avons pu parler avec eux et il semble que les choses se soient bien passées. Ils n'ont pas rencontrés de problèmes à leur retour. La Norvège de son côté a aussi envoyé une délégation à Asmara pour traiter de la question des conditions de rapatriement des Érythréens ayant trouvé refuge sur son territoire. Et la Grande-Bretagne est elle aussi en négociation, cette fois-ci quant aux conditions de rapatriement sous contrainte de ressortissants érythréens.

De nombreux requérants déboutés vont tenter l'impossible pour ne pas rentrer au pays. Il faut aussi se rendre compte que cela peut représenter non seulement une perte de revenus, mais aussi de face, pour ceux dont les familles se sont parfois cotisées pour financer ce périlleux passage vers l'Europe.

Du côté érythréen, les choses paraissent simples. Le Gouvernement ne cesse de répéter qu'il s'agit de migrants économiques, et non de réfugiés politiques. Par contre, plusieurs témoins ont fait état du fait que

des réfugiés rentrés au pays ont été emprisonnés ou qu'ils auraient même subi de mauvais traitements. Ceux qui ont fui avant d'avoir terminé leur Service Civil sont a priori considérés comme des déserteurs. Et on entend des versions divergentes quant à leur sort une fois de retour au pays. La vérité est qu'on ne sait pas précisément de quoi il en retourne.

Cela étant, il semble que là encore le système se soit assoupli. Plusieurs ministres nous ont assurés qu'il suffisait désormais que ceux qui avaient quitté le pays signent une "lettre de regret" et qu'ils se soient bel et bien acquittés de la taxe de 2% prélevée auprès de tous les ressortissants érythréens de la diaspora; et qu'ils pourraient à ces conditions reprendre une vie normale en Érythrée.

L'ennui, c'est que rien ne se fait par écrit et qu'il se pourrait bien qu'existe comme toujours un certain écart entre les promesses faites verbalement et des engagements effectivement contraignants.

L'idéal serait:

- Dans un premier temps de ne pas octroyer aussi facilement que jusqu'à présent le statut de réfugiés à des demandeurs d'asile érythréens, pour éviter de créer un appel d'air.
- Ensuite d'envisager le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés, mais en s'assurant qu'ils ne soient pas maltraités un fois revenus dans leur pays d'origine.
- A cet effet, il serait bon que des observateurs neutres puissent s'en assurer sur place.
- Dans le même esprit, il serait rassurant pour la communauté internationale que le CICR soit autorisé à visiter les lieux de détention, cela avec la discrétion qui fait partie de son mandat.
- Finalement, des mesures devraient être prises pour aider à la transformation nécessaire de l'économie, afin de redonner des perspectives attrayante à la jeunesse. Car on ne peut pas leur demander les sacrifices consentis par la génération de ceux qui ont vécu l'indépendance nationale.

N. Redonner de l'espoir / emplois locaux / coopération au développement

Une fois les migrants de retour chez eux, comment faire pour qu'ils y restent et qu'ils ne reprennent pas le chemin de l'exil? Il faut bien sûr qu'ils rencontrent sur place des conditions leur permettant d'y mener décentement leur vie. Et pour cela, il faut qu'existe un cadre économique leur permettant de trouver des emplois décentement rémunérés, ainsi qu'une certaine sécurité personnelle.

Cela implique de la part des pays occidentaux et de la Suisse en particulier d'investir assez fortement dans des programmes de coopération au développement. Encore faudra-t-il trouver avec le Ministère du Développement National un accord équilibré pour que ceux-ci puissent être effectivement déployés sur le terrain, en accord avec les priorités du pays, mais aussi avec la participation d'experts internationaux, pour garantir l'efficacité des fonds investis et des programmes de formation consentis.

L'Union Européenne vient d'accorder à l'Erytrée un paquet de 200 millions €, dont 175 millions pour les énergies renouvelables et 25 millions pour une amélioration de la gouvernance (!), ce qui indique bien une ouverture de la part des Autorités érythréennes.

Quant au programme des Nations-Unies, il est très diversifié et apparemment lui aussi bien géré. Une première enveloppe de 180 millions US \$ arrive bientôt à son terme et un nouveau paquet va être négocié.

Il faut savoir qu'en vertu de son sacro-saint droit à la souveraineté, l'Erythree exige que les choses passent par le Ministère de Développement national; mais en pratique, la coopération fonctionne bien. Par exemple, le CICR mène sur place des projets d'irrigation et d'agriculture qui semblent bien fonctionner. La clé du succès est de ne pas se mettre trop en avant et de laisser aux responsables locaux leur propre visibilité. Nous avons aussi pu voir la réalisation d'un barrage construit avec le soutien actif de la Coopération Suisse au Développement, une réussite en matière de développement local.

Il s'agirait donc pour la Suisse, en parallèle du rapatriement des migrants, de mettre en place des projets ciblés de coopération au développement: par exemple dans le domaine de l'eau, de la formation duale, du micro-crédit et de la santé. Cela pourrait soit se faire soit en direct (en cas de masse critique suffisante), soit ce programme pourrait-il être mené dans le cadre des activités du programme des Nations-Unies.

O. Conclusions

Le fait le plus marquant observé au cours de cette visite est un changement d'inflexion, ainsi que la volonté d'ouverture et d'évolution manifestée par le Gouvernement. Certes, tout cela est encore fragile et les Autorités d'Asmara ont une profonde méfiance à l'égard de la communauté internationale. N'empêche qu'elle viennent de permettre vendredi dernier, pour la première fois en huit ans, à un groupe d'experts des Nations-Unies de visiter une prison, celle de Sunder. Et la venue à Asmara de délégations étrangères va en s'accéléralant: Allemands, Scandinaves, Britanniques, Suisses, etc... Les Érythréens disent vouloir permettre à la communauté internationale de se faire sur place une opinion de ce qui s'y passe. Malgré leurs craintes et réticences, les Érythréens sont prêts à s'ouvrir. A nous de saisir cette opportunité pour essayer de faire évoluer les choses dans le bon sens. Toutefois attention: les Érythréens sont assez susceptibles et - à tort ou raison - convaincus de leur bon droit. Ils détestent se sentir contraints. Il s'agira d'abord de permettre le rétablissement d'une certaine confiance mutuelle.

Cela impliquera d'abord des signes symboliques: réchauffement des relations diplomatiques, peut-être un jour levée des sanctions, avec une intensification des programmes de coopération au développement. Probablement l'ouverture économique du pays doit-elle se faire graduellement, pour éviter de trop de dégâts initiaux; mais il est important de commencer sans trop attendre.

Quant au retour des migrants, il semble possible. Le Gouvernement dit qu'ils ne seraient pas inquiétés; mais comme souvent, il s'agit-là de déclarations verbales, pour l'instant sans confirmation écrite ni mécanisme de vérification. Ceci serait à mettre en place. Le plus

simple serait de parvenir à convaincre les migrants à rentrer chez eux sur une base volontaire, par exemple en leur offrant un petit pécule favorisant leur réinsertion. Quant aux rapatriements sous contrainte, il requièrent un accord entre le pays de renvoi et celui de réception; mais l'Erythree est précisément en train de negocier un tel cas avec la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne le cas plus spécifique de la Suisse, elle pourrait envoyer une délégation parlementaire officielle pour faire suite à la visite privée qui vient d'avoir lieu, en vue d'approfondir les sujets abordés. Elle serait aussi avisée d'intensifier sa présence diplomatique sur place (au niveau d'une ambassade permanente ou non) et peut-etre d'offrir ses services en matière de bons offices pour aider à résorber le différent entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Elle pourrait discrètement appuyer la proposition de permettre au CICR de renouer avec sa mission de visite dans les lieux de détention. Parallèlement, elle devrait intensifier ses programmes de coopération au developpement en Érythrée, soit sous forme directe (en cas de masse critique suffisante), soit au travers du bureau local des Nations-Unies. Et elle pourrait négocier les conditions d'un retour volontaire (et peut-être sous contrainte) des migrants économiques, en s'assurant que rien de fâcheux ne leur arrive, par exemple par la présence d'observateurs neutres assurant sur place la suivi de dossiers de réinsertion.

Claude Béglé
Conseiller national

P.S. 1: Visite privée

Cette visite n'a aucun caractère officiel. Ces observations et commentaires n'engagent que l'opinion du sous-signé. Elles n'engagent en rien ni la Confédération, ni le parti que je sers, ni les autres membres de la délégation.

Les observations et commentaires faits sont basés sur le recoupement de quatre sources: a) d'abord la rencontre des ministres dont la liste figure ci-dessous et leurs déclarations, b) ensuite l'avis inverse de membres de la diaspora ayant quitté l'Erythrée pour vivre à l'étranger, c)

l'opinion curieusement concordante d'observateurs étrangers installés sur place (Corps diplomatique, Nations-Unies, CICR) et d) les observations directes que j'ai pu faire sur le terrain, tant en ville que dans les villages.

P.S. 2: Interlocuteurs

President's Advisor, Emmanuel Gebreab.
Minister of Foreign Affairs
Minister of Communications
Minister of Health
Minister of Education
Deputy Minister Foreign Affairs
Governor of Zoa & Soba
Swiss Ambassador
E.U. Ambassador
U.K. Ambassador
German Ambassador
Russian Ambassador
U.S. Chargé d'Affaires
U.N. Representative
ICRC Head of Delegation
ICRD Deputy Head of Delegation
Confederation NCEW / Youth organisation
Head Asmara Hospital
Azel Pharmaceutical Plant
Et bien d'autres, que je tiens à remercier ici.

C.B.